

# LE VIRUS DE LA FAIM: COMMENT LE CORONAVIRUS SÈME LA FAIM DANS UN MONDE AFFAMÉ

*« Le COVID-19 nous fait beaucoup de mal. J'ai toutes les peines du monde à nourrir mes enfants. Nos seuls revenus proviennent de la vente de notre lait. Avec la fermeture des marchés, nous ne pouvons plus en vendre. Si nous ne vendons pas de lait, nous ne mangeons pas. »*

Kadidia Diallo, productrice de lait au Burkina Faso.

La pandémie de COVID-19 attise les braises d'une crise alimentaire déjà grandissante. La faim gagnait du terrain avant même que la pandémie ne frappe. En 2019, on estimait à 821 millions le nombre de personnes vivant dans l'insécurité alimentaire, dont environ 149 millions souffrant de la faim à un niveau critique, ou pire encore<sup>1</sup>. Le coronavirus vient s'ajouter à un contexte fragilisé par des conflits, des inégalités croissantes et une crise climatique qui s'aggrave, mettant encore plus à mal un système alimentaire mondial déjà vacillant, exposant des millions de personnes supplémentaires à la famine.

D'après le Programme alimentaire mondial (PAM), le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique devrait atteindre 270 millions avant la fin de l'année, soit une augmentation de 82 % depuis 2019 des suites de la pandémie<sup>2</sup>. Autrement dit, avant la fin de l'année, entre 6 000 et 12 000 personnes pourraient mourir de faim chaque jour du fait des impacts économiques et sociaux de la pandémie<sup>3</sup>, soit potentiellement plus que les victimes du virus d'ici fin 2020<sup>4</sup>.

Ce rapport étudie comment la pandémie de COVID-19 sème la faim dans un monde déjà affamé. Il met en avant les 10 foyers de famine extrême, où la crise alimentaire est la plus aiguë et s'aggrave à cause de la pandémie : Yémen, République démocratique du Congo (RDC), Afghanistan, Venezuela, Sahel et pays d'Afrique de l'Ouest, Éthiopie, Soudan, Soudan du Sud, Syrie et Haïti. Ensemble, ces pays et régions concentrent 65 % des personnes souffrant de la faim à un niveau critique dans le monde (voir Tableau 1).

Mais cela ne s'arrête pas là. De nouveaux foyers de famine émergent. Au moment de la rédaction du présent rapport, des pays à revenu intermédiaire comme l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil accusent des niveaux de sous-alimentation croissants, avec des millions de personnes basculant dans la famine alors qu'elles luttent jusque-là pour garder la tête hors de l'eau. Même les pays les plus riches au monde ne sont pas à l'abri. D'après les données du gouvernement britannique, au cours des premières semaines de confinement, jusqu'à 7,7 millions d'adultes auraient réduit leurs portions de repas ou même sauté des repas, et

jusqu'à 3,7 millions d'adultes ont sollicité une aide alimentaire ou fait appel à une banque alimentaire<sup>5</sup>.

Ce rapport cherche également à déterminer pourquoi autant de personnes souffrent de la faim et pourquoi autant d'autres y sont si vulnérables. Il met en lumière un système alimentaire qui a plongé des millions de personnes dans la faim sur une planète qui produit pourtant suffisamment pour nourrir tout le monde<sup>6</sup>. Un système qui a permis aux 10 géants mondiaux de l'agroalimentaire de verser plus de 18 milliards de dollars à leurs actionnaires depuis début 2020, alors même que la crise de COVID-19 s'abattait sur l'ensemble de la planète<sup>7</sup>. Cette somme est 10 fois supérieure à l'appel de fonds des Nations Unies pour soutenir l'agriculture et apporter une aide alimentaire face à la crise du COVID-19<sup>8</sup>.

Oxfam reconnaît la nécessité pour les gouvernements d'intervenir de toute urgence pour contenir la propagation du coronavirus, mais les appelle également à agir sans attendre pour mettre un terme à cette crise de la faim. Pour sauver des vies maintenant et à l'avenir, les gouvernements doivent : (1) financer intégralement l'appel humanitaire des Nations Unies, (2) construire un système alimentaire plus durable, plus équitable et plus résilient, en commençant par un Sommet de haut niveau sur la crise alimentaire mondiale à l'occasion de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale en octobre, (3) promouvoir la participation et le leadership des femmes dans les décisions prises pour combler les défaillances du système alimentaire, (4) annuler la dette pour permettre aux pays en développement de mettre en place des mesures de protection sociale, (5) soutenir l'appel des Nations Unies en faveur d'un cessez-le-feu mondial et (6) prendre des mesures urgentes pour lutter contre la crise climatique.

**Tableau 1: Dix foyers de famine extrême**

Lieu	Nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique ou au-delà en 2019, avant la pandémie (millions)	Pourcentage de la population souffrant de la faim à un niveau critique ou au-delà en 2019	Classement mondial en matière de préparation sanitaire (sur 195 pays)	Cas de COVID-19 confirmés <sup>9</sup>
<i>Yémen</i>	15,9	53 %	190	941
<i>RDC</i>	15,6	26 %	161	5 826
<i>Afghanistan</i>	11,3	37 %	130	29 143
<i>Venezuela</i>	9,3	32 %	176	3 917
<i>Sahel et pays d'Afrique de l'Ouest</i>	9,8	5 %	–	33 846
<i>Éthiopie</i>	8,0	27 %	84	4 532
<i>Soudan du Sud</i>	7,0	61 %	180	1 892
<i>Syrie</i>	6,6	36 %	188	204
<i>Soudan</i>	5,9	14 %	163	8 580
<i>Haïti</i>	3,7	35 %	138	5 211

La région Sahel et pays d'Afrique de l'Ouest inclut le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Tchad, le Sénégal et le Nigeria.

Ce tableau met en lumière les 10 principaux foyers de famine d'après le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique ou au-delà dans chaque pays<sup>10</sup>. Le pourcentage de la population affectée est également fourni avec les données sur les cas de COVID-19 confirmés au 22 juin 2020. Il convient toutefois de préciser que les chiffres sur le nombre de cas est sans doute largement sous-estimé au vu des moyens limités dont disposent ces pays en matière de tests et de santé publique<sup>11</sup>. L'indice mondial en matière de préparation sanitaire classe les pays en fonction de leur capacité à faire face à des urgences sanitaires et à proposer des services de santé<sup>12</sup>. Des systèmes de santé défaillants accroissent la vulnérabilité à la faim. Par exemple, des soins médicaux insuffisants génèrent des problèmes de santé qui empêchent ou réduisent la capacité des personnes à se soigner, à gagner leur vie et à produire des denrées alimentaires.

## CORONAVIRUS – SEMER LA FAIM DANS UN MONDE AFFAMÉ

À cause des conflits, de la crise climatique, des inégalités et d'un système alimentaire défaillant, des millions de personnes vivent en situation de famine (et en meurent) chaque année. Des millions d'autres sont désormais dans la même situation en raison de la flambée du chômage et de la crise économique découlant de la pandémie.

### Chômage de masse

Le fort ralentissement de l'économie mondiale couplé à des restrictions strictes sur les déplacements a entraîné de nombreuses pertes d'emploi au cours des derniers mois. Sans revenu ni aide sociale, des millions de personnes n'ont plus les moyens d'acheter de la nourriture en quantité suffisante. D'après l'Organisation internationale du Travail, la pandémie a détruit l'équivalent de 305 millions d'emplois à plein temps, touchant particulièrement les femmes et les jeunes<sup>13</sup>. Cela pourrait plonger jusqu'à un demi-milliard de personnes dans la pauvreté<sup>14</sup>.

Dans le monde, 61 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle<sup>15</sup>. 40 % sont des femmes et il y a également de nombreux jeunes. Trois quarts des jeunes adultes gagnent leur vie dans le secteur informel.<sup>16</sup> Cette main-d'œuvre, notamment les travailleuses et travailleurs domestiques, les vendeuses et les vendeurs de rue, les chauffeurs-livreurs et les travailleuses et travailleurs journaliers sur les chantiers, a été durement frappée par la pandémie, car la sécurité de l'emploi n'est pas assurée et il n'est pas possible de compter sur les avantages inhérents aux emplois formels, comme l'assurance chômage<sup>17</sup>.

De nombreux foyers pauvres doivent également composer avec une baisse des envois de fonds (l'argent que les travailleuses et travailleurs migrants envoient dans leur famille restée au pays) en raison de la flambée du chômage. En 2019, ces envois de fonds représentaient 554 milliards de dollars dans le monde<sup>18</sup> et étaient une bouée de sauvetage pour des millions de familles vivant dans la pauvreté<sup>19</sup>. D'après la Banque mondiale, la pandémie entraînera une baisse de 20 % des envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire, soit de plus de 100 milliards de dollars<sup>20</sup>.

Les gouvernements répondent à ce fléchissement sans précédent de l'activité économique en instaurant des politiques ponctuelles de protection sociale qui varient considérablement en termes de portée et d'échelle<sup>21</sup>. De nombreuses nations riches ont introduit des aides économiques à hauteur de plusieurs milliards de dollars pour soutenir les entreprises et la main-d'œuvre, mais la plupart des pays en développement n'ont pas l'assise financière pour leur emboîter le pas<sup>22</sup>.

### **Encadré 1 : Les femmes, l'alimentation et la faim**

Les femmes jouent un rôle essentiel dans le système alimentaire mondial en tant que productrices, travailleuses sur les plantations et ouvrières dans les usines de transformation. En général, elles sont également en charge d'acheter et de cuisiner la nourriture pour la famille. Pourtant, sur chaque continent, la prévalence de l'insécurité alimentaire est plus marquée chez les femmes que chez les hommes. On trouve les écarts les plus importants en Amérique latine<sup>23</sup>.

S'il existe peu de données ventilées par sexe pour déterminer comment la pandémie de COVID-19 influe sur les femmes<sup>24</sup>, nous savons par expérience que les femmes et les enfants sont affectés de manière disproportionnée en cas de crise économique et dans les contextes d'insécurité alimentaire.

Les femmes représentent une part importante dans divers groupes comme la main-d'œuvre informelle et les petites exploitations<sup>25</sup> qui ont été les plus durement frappés par les conséquences économiques de la pandémie. Par ailleurs, les femmes sont souvent les plus vulnérables au sein de ces groupes en raison des obstacles systémiques auxquelles elles sont confrontées, comme la discrimination au niveau des salaires et de la propriété foncière ou en raison de la stigmatisation sociale associée au fait d'être un parent isolé, une mère célibataire ou sujette à des violences sexuelles<sup>26</sup>. Par exemple, d'après l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), si les femmes jouissaient du même accès aux ressources productives que les hommes, elles pourraient accroître les rendements sur leur exploitation jusqu'à 30 %, ce qui réduirait le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde jusqu'à 17 %<sup>27</sup>.

À cela s'ajoute pour les femmes le travail de soin et domestique non rémunéré. Même avant la pandémie, les femmes assumaient trois fois plus de travail de soin non rémunéré que les hommes dans le monde. Ces derniers mois, ce déséquilibre s'est encore accentué avec la maladie et la fermeture des écoles. Par exemple, une étude menée dans des quartiers informels de Nairobi a révélé que 42 % des femmes n'avaient pas la possibilité d'occuper un emploi rémunéré à cause de la hausse du travail de soin et domestique engendrée par la pandémie et la réponse déployée<sup>28</sup>.

Même dans la cellule familiale, les femmes sont davantage exposées à la faim, car elles sont souvent les premières à sauter un repas ou à réduire leurs portions pour faire durer la ration familiale.

Autrement dit, les femmes et les foyers dirigés par des femmes sont susceptibles de souffrir de la faim en premier, avec des conséquences néfastes sur leur santé et celle de leurs enfants. Par exemple, l'anémie (causée par une alimentation carencée en fer) est une cause majeure de mortalité maternelle dans les pays à bas revenu du monde entier. D'après une étude menée en Inde en 2014, l'anémie était en cause dans 50 % de la mortalité maternelle<sup>29</sup>.

## **Les productrices et producteurs alimentaires au bord du gouffre**

Dans les pays en développement, les petites exploitations agricoles, dont beaucoup sont gérées par des femmes, constituent le pilier des systèmes alimentaires locaux. Elles jouent un rôle essentiel dans la production alimentaire et dans la création d'emplois, mais sont également les plus vulnérables à la faim à cause de la pandémie.

Avec les restrictions de déplacement introduites pour contenir la propagation du coronavirus et les cas d'infection parmi la main-d'œuvre, beaucoup d'agricultrices et d'agriculteurs n'ont pas pu semer ou récolter, ni accéder aux marchés pour vendre leur production ou acheter des semences et des outils<sup>30</sup>. Ailleurs, les communautés pastorales n'ont pas pu déplacer leur

troupeau vers les sources saisonnières de nourriture et d'eau, avec de lourdes répercussions sur la santé de leur bétail et la valeur à la vente<sup>31</sup>.

Si le confinement s'assouplit dans de nombreux pays, la situation reste délicate pour les productrices et les producteurs. Par exemple, de nombreuses petites exploitations agricoles ont hypothéqué leurs terres pour obtenir des prêts, si bien que de mauvaises récoltes ou des récoltes détruites pourraient leur faire perdre ces terres. Ailleurs, les consultations sur les transactions foncières ont continué malgré les restrictions de déplacement qui entravent la bonne tenue des consultations avec les communautés, intensifiant le risque d'accaparement des terres<sup>32</sup>. En Ouganda par exemple, le gouvernement a interdit les expulsions pendant le confinement, mais l'accaparement des terres s'est poursuivi, si bien que 35 000 personnes dans le pays se retrouvent sans domicile ni terres à cultiver<sup>33</sup>.

Il est également à craindre que certaines entreprises se servent de la pandémie pour abuser des consommateurs. L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit le prix moyen que les supermarchés et autres détaillants paient pour un panier d'articles de base, a chuté drastiquement depuis janvier 2020<sup>34</sup>. Par contre, les prix à la consommation sont à la hausse dans de nombreux pays en raison des perturbations affectant la production locale et les chaînes d'approvisionnement, de l'inflation, des achats dictés par la panique et de prix potentiellement abusifs (lorsque des articles sont vendus à des prix nettement supérieurs à un tarif considéré raisonnable ou équitable)<sup>35</sup>. Aux États-Unis par exemple, les prix à la consommation ont augmenté en moyenne de 2,6 % dans les épiceries<sup>36</sup> alors que les revenus agricoles ont chuté<sup>37</sup>.

#### **Encadré 2 : Confinement et agriculture**

Une étude d'Oxfam<sup>38</sup> menée auprès des petites productrices et des petits producteurs en Ouganda, à Hong Kong, au Népal, au Guatemala et en Zambie a révélé plusieurs conséquences des restrictions de déplacement imposées en réponse à la pandémie de COVID-19.

En Zambie, les petites agricultrices et les petits agriculteurs ont indiqué être dans l'incapacité de vendre leurs produits parce que les marchés locaux étaient fermés ou par crainte de contracter le virus. Celles et ceux qui ont pu vendre sur les marchés ont indiqué être payés moins que d'ordinaire pour leurs produits.

Au Népal, les intermédiaires qui vont de ferme en ferme pour collecter des légumes et les vendre sur les marchés n'ont pas pu assurer leur tournée, privant bon nombre d'agriculteurs et d'agricultrices d'une source vitale de revenus.

En Ouganda, le confinement a coïncidé avec les semailles. Certaines mesures comme la distanciation sociale et la fermeture des marchés communautaires ont donc empêché beaucoup d'agricultrices et d'agriculteurs d'acheter des semis, ou ont ralenti les semailles. Areo Joyce, un petit agriculteur, a ainsi confié à Oxfam : « Il est interdit de travailler en groupes complets. On ne peut pas faire travailler trente personnes au même moment dans la même plantation. Les semailles s'en trouvent forcément ralenties. »

*Le programme « Sowing Diversity = Harvesting Security » d'Oxfam s'adresse aux petites exploitations agricoles en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.*

[www.sdhsprogram.org](http://www.sdhsprogram.org)

## **Une aide humanitaire qui s'amenuise**

Avec la pandémie, il est plus difficile de porter assistance aux personnes qui dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Les restrictions de déplacement s'appliquant aux biens et aux personnes et les précautions supplémentaires requises pour protéger la santé des personnes lors de la distribution de l'aide sont un frein aux efforts déployés pour fournir une aide alimentaire. Dans certains pays comme le Tchad et la Mauritanie en Afrique de l'Ouest, les

agences d'aide ont dû diminuer ou suspendre les activités humanitaires à cause de la pandémie<sup>39</sup>.

À ce jour, 24 % du plan mondial d'intervention humanitaire mis en place face au COVID-19 (appelant à lever 7,3 milliards de dollars) ont été financés<sup>40</sup>. En outre, seulement 9 % des fonds requis pour lutter contre l'intensification de l'insécurité alimentaire ont été mobilisés<sup>41</sup>. Au Yémen, le PAM a réduit de moitié les rations proposées aux 8,5 millions de personnes dans le nord du pays<sup>42</sup>. De même, à ce jour, l'Afghanistan (où la crise humanitaire est la moins bien financée dans le monde) a reçu seulement 6 % des 60 millions de dollars requis pour financer ses programmes de sécurité alimentaire en réponse au COVID-19<sup>43</sup>.

Ces coupes budgétaires affectent déjà la capacité des agences comme Oxfam à intervenir, alors même que la pandémie a intensifié les besoins humanitaires. Les fonds des bailleurs institutionnels transitent lentement dans le processus de financement et les organisations humanitaires locales qui se trouvent aux avant-postes de la réponse au COVID-19 n'ont qu'un accès très limité au financement.

De plus, les restrictions gouvernementales obligatoires mises en place pour juguler la propagation du virus entravent l'accès des travailleuses et des travailleurs humanitaires aux populations les plus vulnérables. Pour surmonter certaines des restrictions de déplacement, Oxfam et ses partenaires locaux ont élaboré des approches innovantes pour porter assistance aux populations dans le besoin, notamment en proposant des transferts monétaires électroniques, de l'eau potable, des distributeurs d'argent accessibles là où les bénéficiaires ont la possibilité d'accéder à des postes d'eau grâce à un crédit prépayé par Oxfam, ainsi qu'en recourant à la cryptomonnaie dans les pays où l'hyperinflation rend la distribution d'espèces plus complexe.

Depuis le début de la pandémie, Oxfam est venue en aide à quelque 4,5 millions de personnes parmi les plus vulnérables au monde en leur fournissant de la nourriture et de l'eau potable, avec le concours de plus de 344 partenaires dans 62 pays. Nous ambitionnons d'atteindre un total de 14 millions de bénéficiaires en levant 100 millions d'euros supplémentaires pour soutenir nos programmes<sup>44</sup>.

## **Un système alimentaire défaillant**

Avant même la pandémie, notre modèle agricole basé sur un mode de production industriel, fortement dépendant des intrants chimiques pour produire des monocultures destinées à l'exportation échouait à garantir la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population et paupérisait des millions de personnes.

Les très fortes inégalités auxquelles sont confrontés les petits agriculteurs et les petites agricultrices, qui produisent plus de 70 pour cent de la nourriture consommée en Asie et en Afrique Sub-Saharienne<sup>45</sup> (et auxquels s'ajoutent plus de 1,7 milliard de personnes travaillant sur les exploitations, dans les plantations, sur les bateaux de pêche et dans les usines de transformation<sup>46</sup>), font qu'ils ne peuvent pas produire suffisamment ou avoir des revenus suffisants pour se prémunir contre la faim.

Voilà plusieurs décennies que les gouvernements des pays en développement n'investissent pas comme il se doit dans l'agriculture et l'économie rurale, privant les petits producteurs et les petites productrices des infrastructures, des informations ou des technologies dont ils et elles ont besoin pour accéder aux marchés, améliorer leur rendement et s'adapter à un climat toujours plus hostile. Entre 2014 et 2018, par exemple, seulement huit pays africains consacraient au moins 10 % de leur budget à l'agriculture<sup>47</sup>. En outre, bien souvent, ils n'ont d'autre choix que d'entrer en concurrence sur les marchés internationaux avec les agriculteurs et agricultrices de pays développés qui bénéficient d'importantes subventions publiques. Par conséquent, des millions de petits producteurs et de petites productrices luttent pour leur survie,

ce qui nuit considérablement à la sécurité alimentaire des communautés et des pays concernés.

Par ailleurs, les grandes sociétés de négoce agricole, les entreprises agroalimentaires et les supermarchés qui dominent le secteur alimentaire jouissent de l'influence nécessaire pour dicter les prix et les conditions du commerce alimentaire. Avec ces acteurs qui mettent tout en œuvre pour réduire les coûts et optimiser les profits, les producteurs/productrices et les ouvriers/ouvrières agricoles reçoivent des salaires de misère alors qu'ils assument la plus grande partie des risques associés à la production alimentaire. Par exemple, d'après une étude menée en 2019 par Oxfam auprès de la main-d'œuvre des plantations de thé en Assam (Inde), plus de la moitié de ces travailleurs et travailleuses ne parvenaient pas à vivre de leur salaire. Parallèlement, sur le marché indien, les marques de thé ponctionnaient 58 % du prix payé par les consommateurs<sup>48</sup>.

## Crise climatique

La crise climatique exacerbe la faim dans tous les foyers de famine extrême.

La hausse des températures moyennes annuelles, la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes (sécheresse, inondation) et des conditions météorologiques moins prévisibles sont désastreuses pour la production alimentaire. D'après les projections, les changements climatiques devraient grever les rendements dans de nombreuses régions du monde et accroître le prix des denrées alimentaires. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), jusqu'à 183 millions de personnes supplémentaires pourraient souffrir de la faim d'ici 2050 à cause des changements climatiques<sup>49</sup>.

Les changements climatiques accentuent les défis auxquels les productrices et les producteurs sont déjà confrontés. Au Moyen-Orient, en Afrique centrale et de l'Est et dans certaines régions d'Asie, les agricultrices et les agriculteurs ont dû gérer certaines des pires invasions de criquets pèlerins de ces dernières décennies, avec des conditions très humides propices à leur reproduction (et imputables à la crise climatique) en très grand nombre. Dans les zones dévastées par les criquets, plus de six millions de personnes souffrent de la faim à un niveau critique<sup>50</sup>. Rien qu'en Éthiopie, ce sont quelque 356 000 tonnes de céréales et près de 1,3 million d'hectares de pâturage qui ont été détruits par les criquets à ce jour. Et de nouveaux dégâts sont à prévoir. Avec cette invasion, ce sont près d'un million d'Éthiopiens qui ont besoin d'une aide alimentaire<sup>51</sup>. Or, les restrictions de déplacement actées pour lutter contre la pandémie ralentissent le déploiement de mesures pour contrôler les essaims et empêcher la destruction des cultures<sup>52</sup>.

## Inégalités

Nous vivons une époque marquée par des inégalités extrêmes. Alors que la moitié de l'humanité vit avec moins de 5,50 dollars par jour, les 2 200 milliardaires que compte le monde se partagent plus de richesses que 4,6 milliards de personnes<sup>53</sup>. La pandémie exploite et exacerbe ces inégalités, car les populations les plus pauvres sont aussi les plus impactées par les pertes d'emploi et de revenus<sup>54</sup>.

Ces inégalités enlèvent des millions de personnes dans la pauvreté et la faim. Au Malawi par exemple, les familles aisées consomment trois fois plus de calories que les familles les plus pauvres<sup>55</sup>. La hausse du prix des denrées alimentaires passe presque inaperçue chez les mieux lotis. Même avec une réduction de leurs revenus, le budget alimentaire représente toujours une part infime des dépenses du foyer. Mais pour les familles les plus pauvres, chez qui les dépenses alimentaires représentent jusqu'à la moitié de leurs revenus<sup>56</sup>, la moindre hausse du prix des denrées alimentaires ou la moindre baisse de salaire peut les amener à sauter des repas ou à adopter une alimentation moins nutritive.

Comme évoqué plus haut, ces inégalités profondes s'étendent au système alimentaire, où un accès inégal à la nourriture (et non une production alimentaire insuffisante) expose certaines populations à la faim<sup>57</sup>. Les grandes agro-industries sont privilégiées par les investisseurs, au détriment des petites exploitations<sup>58</sup>. Parallèlement, les supermarchés et les entreprises agroalimentaires continuent de se partager la majeure partie du prix payé par les consommateurs.

## Conflit

Les conflits sont à la fois l'une des principales causes et l'une des conséquences majeures des pénuries alimentaires. Il n'est donc pas étonnant de retrouver 8 des 10 foyers de famine extrême identifiés par Oxfam dans des zones frappées par des niveaux élevés d'insécurité et de violence. En effet, 60 % des 821 millions de personnes confrontées à l'insécurité alimentaire dans le monde et près de 80 % des enfants souffrant d'un retard de croissance<sup>59</sup> vivent dans des pays touchés par un conflit<sup>60</sup>.

Les personnes forcées à fuir les violences, souvent avec juste leurs vêtements sur le dos, sont particulièrement vulnérables. Mais la nourriture est parfois aussi une denrée rare pour celles qui restent. L'agriculture peut devenir une activité périlleuse, car les agricultrices et les agriculteurs peuvent être attaqués, les exploitations pillées et les routes trop dangereuses à emprunter pour accéder aux marchés. Les déficits de production peuvent entraîner une hausse des prix des denrées alimentaires. Parallèlement, la guerre détruit les économies, privant la population des ressources nécessaires pour acheter le peu de nourriture qu'il reste.

La faim peut devenir une arme de guerre, car les belligérants peuvent détruire les marchés et les entrepôts, suspendre les importations de nourriture et couper les réseaux de transport pour acquérir du pouvoir. Avant la guerre, le Yémen importait par exemple 90 % de sa nourriture et la quasi-totalité de son carburant, si bien que les restrictions des transports maritimes, routiers et aériens résultants des conflits ont eu un impact important sur les prix et la disponibilité de la nourriture. Les pays dans la même situation sont particulièrement vulnérables.

Ces problèmes sont exacerbés par un déclin des financements et de l'aide humanitaire du fait de la pandémie.

### **Encadré 3 : La famine exacerbée par la guerre en République centrafricaine**

La République centrafricaine est verte et luxuriante, mais le pays est touché par un conflit et par l'insécurité depuis 2004. Le pays se classe dernier sur l'Indice de la faim dans le monde<sup>61</sup>, avec un-e citoyen-ne sur deux en situation d'insécurité alimentaire et près d'un million de personnes au bord de la famine<sup>62</sup>.

La pénurie de denrées alimentaires est à la fois le terreau et le fruit du conflit. Des milliers d'agricultrices et d'agriculteurs ont été contraints d'abandonner leur exploitation<sup>63</sup> ou se sont retrouvés impuissants face à la destruction de leurs cultures et de leur bétail, et les agents de maintien de la paix des Nations Unies doivent assurer la sécurité des personnes qui collectent du bois de chauffage et de l'eau.

La pandémie de COVID-19 accentue encore cette crise. Le ralentissement des transports et la fermeture partielle des frontières avec le Cameroun et la RDC ont entraîné une flambée des prix des denrées alimentaires importées. Par exemple, le coût du riz et des fèves a augmenté de 80 % depuis l'année dernière. En avril 2020, les prix des denrées produites localement comme le maïs, le manioc et le sorgho avaient également augmenté de près de 50 % comparé à la même période de l'année précédente<sup>64</sup>.

Oxfam a renforcé ses opérations en République centrafricaine pour faire face à la pandémie en distribuant de la nourriture, des semences, du savon et des masques en tissu à plus de 54 000 personnes.



# FOYERS DE FAMINE EXTRÊME

## Yémen

Voici le témoignage d'une mère célibataire de quatre enfants, propriétaire d'un salon de coiffure à Sana'a : « Je n'ai pour ainsi dire vu aucun-e client-e dans mon salon ces derniers mois. J'ai toutes les peines du monde à régler mes frais et les deux derniers mois de loyers, et j'achète de la nourriture à crédit. Je ne sais pas quoi faire. Même les personnes qui m'aidaient financièrement ont arrêté depuis que des cas de coronavirus ont été signalés à Sana'a. »

Ravagé par plus de 5 ans de conflit, le Yémen est le théâtre de la pire crise au monde sur le plan humanitaire et de la sécurité alimentaire. Les deux tiers de la population (soit 20 millions de personnes) souffrent de la faim, et près de 1,5 million de familles dépendent actuellement de l'aide alimentaire pour survivre<sup>65</sup>. Dans ce tableau très sombre, les femmes et les enfants sont les plus affectés, avec 1,4 million de femmes enceintes ou allaitantes et plus de 2 millions d'enfants souffrant de malnutrition modérée ou grave<sup>66 67</sup>.

Le conflit en cours a décimé les infrastructures du pays, restreint les importations de denrées alimentaires, provoqué une flambée du chômage et entraîné la suspension de la rémunération des agents de santé depuis le début de la guerre<sup>68</sup>. Au même moment, des essaims de criquets non contrôlés à cause du conflit ont accentué le problème et exacerbé la faim dans le pays.

Fin juin, le Yémen a enregistré plus de 900 cas d'infection au coronavirus et plus de 250 décès<sup>69</sup>. Mais avec un système de santé fonctionnant à seulement la moitié de ses capacités<sup>70</sup> et des ressources limitées pour dépister le virus, il est probable que ces chiffres soient nettement sous-estimés.

Au Yémen, l'impact de la pandémie sur la sécurité alimentaire est évident. Le déclin de l'activité économique dans les riches États du Golfe, imputable aux mesures de confinement et à la baisse du cours du pétrole, a entraîné une baisse atteignant 80 % des envois de fonds vers le Yémen au cours des quatre premiers mois de l'année 2020<sup>71</sup>. L'impact de ce déclin sur la pauvreté et la sécurité alimentaire est considérable, car ces envois de fonds vers le Yémen représentaient 3,8 milliards de dollars l'année dernière, soit l'équivalent de 13 % du produit intérieur brut (PIB).

La fermeture des frontières et des routes de ravitaillement pour juguler la pandémie a également fortement perturbé les chaînes d'approvisionnement dans un pays qui importe 90 % de ses denrées alimentaires<sup>72</sup>. Cela a abouti à des pénuries alimentaires et à une hausse des prix, surtout pour la farine de blé et le sucre<sup>73</sup>. Les importations de denrées alimentaires ont chuté de 43 % en mars et de 39 % en avril par rapport aux mêmes périodes de l'année dernière<sup>74</sup>.

Les combats incessants, malgré l'appel à un cessez-le-feu mondial des Nations Unies, ont également entravé l'accès humanitaire, avec une aide ne bénéficiant qu'à 13,5 millions de personnes début 2020 contre 15,2 millions de personnes en 2019. Par ailleurs, l'aide humanitaire qui était déjà en déclin avant la crise est clairement sous pression. Les États-Unis ont réduit leur aide au Yémen de 73 millions de dollars en mars 2020<sup>75</sup> et une conférence d'annonces de contributions des bailleurs organisée en juin a permis de lever seulement 1,35 milliard de dollars pour soutenir la réponse du pays face au COVID-19, soit nettement moins que le financement espéré de 2,4 milliards de dollars<sup>76</sup>.

Oxfam réhabilite l'alimentation en eau de l'un des principaux hôpitaux d'Aden, fournit une aide financière aux familles affectées par les inondations dans le sud du pays et forme des bénévoles communautaires en santé à la diffusion d'informations sur le coronavirus et à l'importance de l'hygiène et du lavage des mains.

## Région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest

Au cours des 11 dernières années, la région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria et Sénégal) est le théâtre de la crise alimentaire la plus foudroyante que le monde ait connue<sup>77</sup>.

Entre mars et mai 2020, on estimait à quelque 13,4 millions le nombre de personnes ayant besoin de toute urgence d'une aide alimentaire dans la région<sup>78</sup>, poussées au bord de la famine par les conflits, les changements climatiques et l'incapacité des gouvernements à soutenir les petits producteurs et les petites productrices et à répartir équitablement les richesses.

La violence a contraint à elle seule 4,3 millions de personnes à fuir leur domicile<sup>79</sup> et rendu 24 millions de personnes tributaires d'une aide humanitaire d'urgence, dont la moitié sont des enfants<sup>80</sup>. L'insécurité a également nuit à la capacité des acteurs agricoles à cultiver et à élever du bétail, notamment au Tchad, au Burkina Faso et dans le nord du Sénégal.

Parallèlement, les changements climatiques sont à l'origine d'une hausse des températures dans la région 1,5 fois plus rapide que la moyenne mondiale<sup>81</sup>. Couplée à des épisodes fréquents de sécheresse et d'inondation, cette hausse dévaste les cultures et anéantit les revenus des populations, surtout en milieu rural. La raréfaction des ressources naturelles (eau et fourrage) a également accentué les tensions intercommunautaires et les conflits dans la région, mettant en péril la sécurité alimentaire.

Les mesures déployées pour contenir la pandémie entravent l'accès aux marchés et la production alimentaire et ont des conséquences sur les prix des denrées alimentaires. La fermeture des frontières a provoqué une flambée du prix des denrées alimentaires importées et des produits issus de l'agriculture dans la région. Au Mali, les prix ont augmenté en moyenne de 10 %, et au Nigeria de 30 %<sup>82</sup>.

Les mesures de confinement imposées dans de nombreuses villes pour faire face à la pandémie ont eu un impact considérable sur les producteurs (dont un grand nombre de femmes), avec la perte de produits périssables (fruits, légumes, lait) en raison de la fermeture des marchés.

Les restrictions de déplacement ont également empêché des millions d'éleveurs de déplacer leur bétail sur des pâturages plus verdoyants dans le sud entre mars et juin, mettant en péril des troupeaux entiers. En l'absence de mesures gouvernementales pour aider les éleveurs et les éleveuses à nourrir leur bétail pendant l'hiver, d'autres pertes sont à craindre. Malgré l'assouplissement progressif des restrictions, les dégâts déjà causés sur les moyens de subsistance des populations vulnérables devraient nuire à leur capacité à se préparer à une période de soudure prolongée.

Concernant la réponse humanitaire apportée dans la région Sahélienne d'Afrique de l'Ouest, seulement 26 % des 2,8 milliards de dollars<sup>83</sup> requis ont été débloqués, alors que la pandémie pourrait faire basculer plus de 50 millions de personnes supplémentaires dans une crise alimentaire et nutritionnelle<sup>84</sup>. Des millions de personnes ont déjà toutes les peines du monde de se nourrir une fois par jour et de nombreuses autres sont tributaires de revenus hautement volatiles. Les femmes, qui se privent souvent de manger pour nourrir leurs enfants, sont particulièrement exposées.

Dans les pays du Sahel, Oxfam aide plus de 400 000 personnes vulnérables à faire face à la pandémie, notamment avec la construction de 107 pompes à eau au Burkina Faso pour les personnes qui ont fui les violences. Au Sénégal, Oxfam distribue des nécessaires d'hygiène, de la nourriture et de l'argent en espèce, et sensibilise aux mesures de prévention (comme le lavage des mains).

## Venezuela

Frappé depuis 7 ans par une crise économique majeure, le Venezuela n'est pas armé pour faire face à une pandémie.

Même avant la pandémie, le Venezuela concentrait plus de la moitié des personnes souffrant de la faim en Amérique latine<sup>85</sup>. L'année dernière, 9,3 millions de personnes dans le pays n'avaient pas les moyens de manger à leur faim à cause du chômage de masse, de la baisse des salaires, d'un accès limité à l'aide humanitaire et de l'hyperinflation, entre autres<sup>86</sup>. Avec un salaire mensuel minimum de 4 dollars, soit tout juste de quoi acheter une boîte d'œufs, des millions de citoyen-ne-s ont quitté le pays en quête d'un emploi.

En l'absence de données officielles, il est impossible de connaître précisément les effets de la pandémie sur la sécurité alimentaire dans le pays. Mais depuis l'annonce du confinement par le gouvernement le 13 mars dans tout le pays, il ne fait aucun doute qu'un nombre croissant de personnes réduisent la quantité et la qualité nutritive de leur alimentation, se privant de viande, de produits laitiers et de légumes pour se sustenter de denrées meilleur marché comme les céréales<sup>87</sup>.

La pénurie de carburant (exacerbée par le confinement) entrave la distribution de l'aide humanitaire, ainsi que la production et le transport des denrées alimentaires. Certains syndicats agricoles alertent sur le fait que la production agricole ne pourrait couvrir que 15 % des besoins alimentaires dans les grandes villes<sup>88</sup>.

Par ailleurs, la crise économique plus vaste qui frappe l'Amérique latine affecte considérablement la sécurité alimentaire. 60 % des 1,6 million de migrant-e-s vénézuélien-ne-s en Colombie ne sont pas enregistré-e-s auprès du gouvernement et occupent des emplois précaires dans le secteur informel, sans accès aux services ou à une aide quelconque<sup>89</sup>. Selon une étude, 42 % des 385 migrant-e-s vénézuélien-ne-s interrogé-e-s avaient perdu leur emploi suite à la pandémie et 25 % n'avaient pas les moyens d'acheter de la nourriture<sup>90</sup>. Ces problèmes se répercutent au Venezuela, où deux millions de familles sont tributaires des envois de fonds pour survivre<sup>91</sup>. Du fait de l'absence de possibilités d'emploi et des conditions difficiles dans des pays comme la Colombie, quelque 80 000 citoyen-ne-s vénézuélien-ne-s retournent au pays, une première depuis le début de la crise de la migration au Venezuela<sup>92</sup>.

Les communautés autochtones, notamment les seniors et les jeunes enfants, figurent parmi les groupes les plus affectés. De nombreuses communautés vivent en milieu rural sans accès aux services de santé ou à d'autres services fondamentaux. Les mesures de confinement (comme l'arrêt des transports publics) les contraignent à parcourir des kilomètres à pied ou en pirogue sur plusieurs jours pour acheter ou échanger des denrées alimentaires ou d'autres produits de base<sup>93</sup>.

Le gouvernement n'en fait pas assez pour s'assurer que la population du Venezuela bénéficie des soins de santé et de l'aide alimentaire requises pour traverser la pandémie. Au 1<sup>er</sup> avril, 46 hôpitaux mobiles avaient été construits, des milliers de personnes avaient été dépistées et des campagnes de sensibilisation avaient été lancées pour prévenir la propagation du virus<sup>94</sup>. Mais un système de santé défaillant<sup>95</sup> a sapé la capacité du pays à faire face.

Au Venezuela, Oxfam travaille avec des organisations locales qui proposent des transferts monétaires afin d'aider la population à acheter de la nourriture et d'autres produits de base, promeuvent le lavage des mains et d'autres mesures pour contenir la propagation du virus et fournissent une aide et des conseils juridiques aux personnes ayant subi des violations de leurs droits humains. Oxfam a intensifié son intervention au Venezuela afin de venir en aide aux personnes les plus vulnérables, notamment les migrant-e-s de retour au pays.

# FOYERS ÉMERGENTS

## Brésil

En 2014, le Brésil était sur le point de remporter sa guerre contre la faim grâce à des investissements publics dans les petites exploitations agricoles et à une série de politiques publiques, notamment la création du Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CONSEA) développé en partenariat avec la société civile<sup>96</sup>.

La situation s'est détériorée depuis 2015 à cause de la crise économique et suite à quatre années d'austérité. En 2018, le Brésil comptait 100 000 personnes supplémentaires souffrant de la faim (soit 5,2 millions au total)<sup>97</sup> en raison d'une flambée de la pauvreté<sup>98</sup> et du chômage<sup>99</sup> et de coupes drastiques dans les budgets alloués à l'agriculture et à la protection sociale. Citons notamment les coupes qui ont impacté le programme Bolsa-Familia (un système de transferts monétaires reconnu mondialement pour son efficacité dans la réduction de la pauvreté et de la faim), ou depuis 2019 le démantèlement progressif d'institutions et de politiques probantes mises en place par les administrations précédentes, dont la suppression du CONSEA.

La pandémie de COVID-19 est venue s'ajouter à ce cocktail toxique, entraînant un regain soudain de la pauvreté et de la faim dans le pays. Les mesures de distanciation sociale introduites pour contenir la propagation du coronavirus et prévenir l'effondrement du système de santé publique ont aggravé la crise économique. Des millions de travailleuses et de travailleurs parmi les plus pauvres, qui n'ont ni épargne ni aide sur lesquelles compter, ont perdu leur emploi ou revenus du jour au lendemain, à l'image de la main-d'œuvre opérant dans les secteurs du service, du tourisme, et de la culture, ainsi que dans l'économie informelle, soit 41 % de la population active brésilienne<sup>100</sup>. L'aide financière déployée par le gouvernement fédéral, qui a tardé à se mettre en place, privilégiait les grandes entreprises pourtant mieux armées pour surmonter la crise au détriment des travailleuses, des travailleurs et des PME plus vulnérables<sup>101</sup>. Fin juin, moins de 10 % des 8 milliards de dollars affectés pour soutenir ce programme d'aide avaient été distribués aux bénéficiaires, d'après la Banque centrale du Brésil<sup>102</sup>.

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral n'aide pas suffisamment les populations les plus vulnérables à traverser cette pandémie. La mise en œuvre du programme de revenu de base d'urgence est toujours balbutiante : les délais de réponse aux demandes d'aide sont longs, les demandes d'aide sont rejetées en l'absence de pièces justificatives valides et il est indispensable de posséder un téléphone portable, une connexion Internet et une adresse e-mail pour pouvoir prétendre à une aide<sup>103</sup>. Seulement trois mois après l'enregistrement des premiers cas de coronavirus dans le pays, alors que la crise échappe encore à tout contrôle, le gouvernement menace de réduire les versements des prestations<sup>104</sup>.

Oxfam Brésil a lancé une campagne pour soutenir 1 000 familles vulnérables à São Paulo, Rio de Janeiro, Recife et dans le District fédéral sous la forme de transferts monétaires de 60 dollars par mois pendant quatre mois, soit une somme suffisante pour permettre aux familles d'acheter de la nourriture et d'autres produits de base. L'objectif de financement de ce programme est de 240 000 dollars.

## Inde

*« J'étais infirmière auxiliaire, mais avec le confinement j'ai perdu mon emploi. J'ai puisé dans mes maigres économies pendant un mois. Mais désormais, nous ne prenons plus qu'un seul repas par jour avec mon fils. Si la situation ne s'améliore pas, je crains de n'avoir plus rien à manger dans les prochains jours. Je n'ai pas pu payer mon loyer ni mon électricité, et j'ai peur que mon propriétaire m'expulse. »*

Gudiya Devi, résidente de Patna, capitale du Bihar, avec son fils de 12 ans.

La faim est un fléau de longue date en Inde. En 2019, 195 millions de personnes (soit 14,5 % de la population) souffraient de malnutrition<sup>105</sup> à cause des inégalités extrêmes, d'investissements insuffisants dans les communautés rurales (qui regroupent 70 % de la population)<sup>106</sup>, de l'absence de protection de la main-d'œuvre vivant dans la pauvreté, de systèmes corrompus et inefficaces de distribution d'aide alimentaire et de prestations sociales, et de conditions climatiques de plus en plus extrêmes et imprévisibles.

Le 23 mars à 20 h 00, le gouvernement indien a décrété un confinement national de 21 jour pour contenir la propagation du coronavirus, avec un préavis de seulement quatre heures. Des millions de personnes qui vivaient déjà dans la précarité, au bord de la famine (les communautés rurales, les basses castes, les groupes minoritaires, les femmes et les enfants) ont soudainement basculé dans le gouffre.

Quelque 40 millions de personnes, principalement des travailleuses et des travailleurs migrants de basses castes (main-d'œuvre domestique, vendeuses et vendeurs de rue, travailleuses et travailleurs journaliers sur les chantiers) se sont retrouvés sans emploi du jour au lendemain<sup>107</sup>. Confrontées à la faim et à la maladie dans les bidonvilles surpeuplés où elles ont élu domicile, avec l'arrêt des transports publics, des centaines de milliers de personnes ont entrepris un retour à pieds dans leurs villages respectifs, parcourant parfois plusieurs centaines de kilomètres<sup>108</sup>.

Les restrictions strictes imposées sur les déplacements ont également privé les exploitant-e-s agricoles d'une main-d'œuvre composée de migrant-e-s au plus fort de la saison des récoltes, contraignant un grand nombre d'entre eux à laisser leurs cultures pourrir dans les champs. Cette situation a eu un impact considérable sur les revenus des agriculteurs et des agricultrices et a fortement affecté la sécurité alimentaire des communautés rurales. Par exemple, les populations forestières et certains groupes tribaux tirent la majorité de leurs revenus annuels de la vente de produits forestiers comme le tamarin et les graines de karanja. Mais les restrictions de déplacement ont empêché les négociants de faire leur tournée, en pleine saison des récoltes, les privant de ces revenus<sup>109</sup>.

Après cinq semaines de confinement, une étude menée auprès de 5 000 ménages ruraux dans 12 États a révélé que la moitié avaient dû réduire le nombre de repas consommés, et que près d'un quart des ménages en étaient réduits à quémander de la nourriture auprès d'autres personnes depuis le début du confinement. Cette étude a également révélé que de nombreux ménages s'endettaient ou vendaient leurs actifs pour survivre : 22 % des ménages ont signalé devoir vendre leur bétail et 16 % devoir emprunter auprès d'usuriers<sup>110</sup>.

Le gouvernement indien a annoncé une aide de 22,5 milliards de dollars pour soutenir les entreprises et les familles dans la crise<sup>111</sup>. Hélas, à cause d'une piètre planification et de la corruption, les populations les plus vulnérables en Inde n'ont pu bénéficier d'aucune aide, notamment plus de 95 millions d'enfants issus des communautés pauvres qui n'ont plus la possibilité de prendre un déjeuner chaud suite à la fermeture soudaine des Aanganwadi (centres dédiés à la petite enfance)<sup>112</sup>.

Oxfam Inde travaille avec ses partenaires pour soutenir les communautés vulnérables dans 14 États en proposant des rations alimentaires, des repas cuisinés et de l'eau aux groupes vulnérables, notamment les sans-abri, les travailleuses et les travailleurs migrants et la main-d'œuvre intervenant sur les chantiers.

## **Afrique du Sud**

En Afrique du Sud, avant même la pandémie, 13,7 millions de personnes n'avaient pas accès à suffisamment de nourriture à cause d'un taux de chômage élevé, d'un accès insuffisant aux ressources (permis d'exploitation des terres, permis de pêche) et des prix élevés et croissants

des denrées alimentaires et autres produits de base<sup>113</sup>. Les inégalités et la discrimination exacerbent le risque de souffrir de la faim pour certains groupes comme les femmes (dont les salaires sont en moyenne 27 % inférieurs à ceux des hommes)<sup>114</sup>.

Des sondages hebdomadaires organisés depuis le début du confinement révèlent que le chômage et la perte de revenus ont des répercussions directes sur la sécurité alimentaire. Un adulte sur trois a indiqué se coucher le ventre vide car il n'avait pas de quoi nourrir tous les membres du ménage, et un cinquième aurait perdu du poids au cours du confinement par manque de nourriture<sup>115</sup>.

Ce problème est encore plus marqué en milieu urbain. Des millions de travailleuses et de travailleurs informels se sont brusquement retrouvés sans emploi, sans allocation chômage et sans congés maladie. Dans le même temps, les prix des denrées alimentaires et des autres produits de base se sont envolés à cause de la constitution de stocks et des prix abusifs pratiqués par les supermarchés et autres fournisseurs<sup>116</sup>. L'interdiction de la vente alimentaire de rue (dont dépendent quelque 500 000 personnes et qui nourrit 70 % des habitant-e-s des bidonvilles) a un terrible impact sur les agricultrices et les agriculteurs qui fournissent les denrées alimentaires et sur ce que la population peut acheter et consommer. On observe notamment une baisse de la consommation de légumes et de fruits frais<sup>117</sup>.

L'aide de 500 milliards de rands (plus de 28 milliards de dollars) mise en place en Afrique du Sud couvre la création d'une allocation sociale spéciale COVID-19 destinée aux Sud-african-e-s au chômage, aux migrant-e-s enregistré-e-s et aux réfugié-e-s. Les quatre millions de migrant-e-s sans papier sont par contre exclu-e-s et ne perçoivent aucune aide. Les programmes de distribution alimentaire menés par les autorités locales se heurtent également à divers problèmes, notamment des retards imputables au grand nombre de personnes sollicitant une aide, ainsi que la corruption et le vol<sup>118</sup>.

Oxfam Afrique du Sud travaille avec ses partenaires pour distribuer de la nourriture aux sans-abri à Johannesburg et dans la province du Cap-Occidental dans le cadre d'une réponse plus large à la pandémie de COVID-19. Oxfam travaille également avec d'autres acteurs pour promouvoir la création de partenariats de la société civile afin de garantir une distribution efficace de l'aide alimentaire pour celles et ceux qui en ont besoin et pour soutenir les petites agricultrices et petits agriculteurs, notamment par l'intermédiaire de réformes foncières.

# ACTIONS REQUISES

Alors que les gouvernements doivent intervenir pour contrôler la propagation du virus, des mesures urgentes sont également requises pour juguler la crise alimentaire grandissante et construire des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables pour l'humanité et la planète :

**Déployer une aide d'urgence pour sauver des vies maintenant :** Les gouvernements donateurs doivent financer en totalité l'appel humanitaire des Nations Unies face à la crise du COVID-19 afin de venir en aide aux communautés et aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les travailleuses et les travailleurs migrants, et les communautés déplacées. Les gouvernements doivent également s'assurer que les productrices et producteurs alimentaires peuvent retourner en toute sécurité au travail, faciliter les déplacements des agricultrices/agriculteurs et des travailleuses/travailleurs agricoles, lever l'interdiction sur les marchés alimentaires et faciliter l'accès aux intrants agricoles. Un soutien supplémentaire est requis pour aider les petits agriculteurs/petites agricultrices et les éleveurs/éleveuses à renouveler leur bétail et à préparer les prochaines semailles.

**Construire des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables :** Les gouvernements doivent tenir un sommet de haut niveau à l'occasion de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui se tiendra à Rome en octobre afin de coordonner les mesures et d'axer le relèvement post-pandémie sur des systèmes alimentaires paritaires, résilients et durables. Les gouvernements et le secteur privé doivent également intensifier les investissements dans la production alimentaire à petite échelle et agro-écologique, s'assurer que les productrices et les producteurs bénéficient d'une rémunération décente en établissant des prix minimum et d'autres types de mécanismes de soutien, et s'assurer que les travailleuses et les travailleurs perçoivent un salaire décent.

**Promouvoir le leadership et la participation des femmes :** Les femmes doivent avoir l'opportunité de participer et d'influer sur les décisions pour remédier aux défaillances de notre système alimentaire. Pour comprendre la véritable ampleur des obstacles auxquels les femmes sont confrontées en raison de la pandémie, des données ventilées par sexe doivent être compilées et exploitées afin d'éclairer les décisions sur la réponse à apporter. Des mesures sont également requises pour lutter contre les discriminations à l'encontre des productrices alimentaires, notamment en matière d'accès aux terres, à l'information, au crédit et aux technologies.

**Annuler les dettes pour permettre aux pays en développement de renforcer la protection sociale :** La communauté internationale doit étendre l'annulation de la dette pour englober toutes les dettes bilatérales et multilatérales pesant sur les pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi que celles de créanciers privés. Cela permettrait de libérer 1 000 milliards de dollars pour aider les pays en développement à financer des plans de sauvetage économique pour les petites entreprises, ainsi que des mesures de protection sociale comme le versement de subventions en espèces pour aider les populations à survivre.

**Soutenir l'appel des Nations Unies pour un cessez-le-feu mondial :** Oxfam appelle tous les pays et tous les belligérants à respecter l'appel du Secrétaire des Nations Unies pour un cessez-le-feu mondial. Les combats et la vente d'armes doivent cesser immédiatement pour permettre à l'aide humanitaire d'atteindre les populations et aux efforts de paix de progresser<sup>119</sup>.

**Prendre des mesures urgentes pour lutter contre la crise climatique :** Des mesures urgentes sont requises pour réduire drastiquement les émissions, maintenir la hausse des températures dans le monde en deçà de 1,5 °C et aider les petites exploitations agricoles à s'adapter. Cela inclut de réduire les émissions issues de l'agriculture, qui est responsable d'un quart des émissions de gaz à effet de serre dans le monde (principalement du fait de la déforestation, de l'élevage et de l'utilisation d'engrais)<sup>120</sup>.



# NOTES

- <sup>1</sup> En avril 2020 et d'après des données compilées sur 55 pays, le Food Security Information Network estimait que 135 millions de personnes souffraient de la faim à un niveau critique sur l'année 2019. Voir : [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114546/download/?\\_ga=2.192541098.16518084.1593024973-194571371.1591298594](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000114546/download/?_ga=2.192541098.16518084.1593024973-194571371.1591298594). En juillet 2020, le PAM a révisé cette estimation à environ 149 millions de personnes (d'après des données compilées sur 79 pays). Concernant la faim, on parle d'un niveau critique lorsque les ménages présentent d'importants déficits alimentaires qui se manifestent par une malnutrition aiguë et une mortalité excessive ou lorsque ces ménages sont contraints de recourir à des stratégies d'urgence comme la vente d'actifs pour combler ces déficits. (Voir : Tableau 9, [http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user\\_upload/ipcinfo/manual/IPC\\_Technical\\_Manual\\_3\\_Final.pdf](http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/manual/IPC_Technical_Manual_3_Final.pdf))
- <sup>2</sup> <https://www.wfp.org/news/world-food-programme-assist-largest-number-hungry-people-ever-coronavirus-devastates-poor>
- <sup>3</sup> Le PAM estime qu'il y aura cette année environ 121 millions de personnes supplémentaires qui souffriront de la faim à un niveau critique (phase 3 de l'IPC ou au-delà) du fait des impacts socio-économiques de la pandémie. Le taux de mortalité journalier pour la phase 3 de l'IPC (et au-delà) est estimé à 0,5-1 pour 10 000 personnes, soit 6 050 à 12 100 décès quotidiens à cause de la faim et en lien avec la pandémie avant fin 2020.
- <sup>4</sup> Le taux de mortalité journalier causé par le COVID-19 à l'échelle mondiale a atteint le plus haut niveau enregistré jusqu'alors en avril 2020, avec un peu plus de 10 000 décès quotidiens. Il est de 5 000 à 7 000 décès quotidiens depuis (d'après les données de l'université Johns Hopkins – <https://www.covidtracker.com>). Si aucune projection ne peut être établie avec certitude, cette tendance devrait se poursuivre sur le reste de l'année. Et si les estimations du PAM indiquant une hausse du nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique se confirment, il est probable que le nombre de décès quotidiens imputables à la famine causée par les impacts socio-économiques de la pandémie soit supérieur au nombre de personnes décédant de la maladie d'ici fin 2020. Il convient de préciser qu'une partie de ces chiffres se recoupe, car certains décès du COVID-19 pourraient être associés à la malnutrition. Pour une analyse comparative, voir également : <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/how-many-people-die-each-day-covid-19-coronavirus/>.
- <sup>5</sup> <https://www.food.gov.uk/research/research-projects/the-covid-19-consumer-tracker>
- <sup>6</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). FAOSTAT : Disponibilité alimentaire - Elevage et pêche Equivalent primaire, 2016. <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/CL>. Dernière visite en juin 2020.
- <sup>7</sup> Les entreprises étudiées étaient celles identifiées comme les « 10 géants » du secteur agroalimentaire dans le cadre de la campagne La Face cachée des marques d'Oxfam, qui ont versé à ce jour les dividendes suivants en 2020 d'après les recherches d'Oxfam (chiffres arrondis au million le plus proche) : Associated British Foods (a décidé de ne pas verser d'acompte sur les dividendes), Coca-Cola (3,522 milliards de dollars), Danone (1,348 milliards de dollars), General Mills (594 millions de dollars), Kellogg (391 millions de dollars), Mars (groupe privé), Mondelez (408 millions de dollars), Nestlé (8,248 milliards de dollars), PepsiCo (2,749 milliards de dollars) et Unilever (1,180 milliard de dollars). Un grand nombre de ces entreprises poursuivent leurs efforts pour lutter contre le COVID-19 et/ou la famine dans le monde.
- <sup>8</sup> <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary>
- <sup>9</sup> Au 22 juin 2020. Source : Université Johns Hopkins. <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>
- <sup>10</sup> <http://www.ipcinfo.org/>. Chiffres basés sur le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau critique – Phase 3 de l'IPC ou au-delà.
- <sup>11</sup> COVID-19 Dashboard <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>
- <sup>12</sup> <https://www.ghsindex.org/>
- <sup>13</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_745963.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf)
- <sup>14</sup> [https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/mb-dignity\\_not\\_destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-en.pdf](https://assets.oxfamamerica.org/media/documents/mb-dignity_not_destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-en.pdf)
- <sup>15</sup> [https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS\\_627201/lang--fr/index.htm](https://www.ilo.org/global/about-the-ilo/newsroom/news/WCMS_627201/lang--fr/index.htm)
- <sup>16</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms\\_626831.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_626831.pdf) et [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms\\_745963.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/briefingnote/wcms_745963.pdf)
- <sup>17</sup> [https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed\\_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms\\_743623.pdf](https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_protect/---protrav/---travail/documents/briefingnote/wcms_743623.pdf)
- <sup>18</sup> <https://www.knomad.org/publication/migration-and-development-brief-32-covid-19-crisis-through-migration-lens>

- 19 <https://www.ifad.org/documents/38714170/40187309/gpfi.pdf/58ce7a06-7ec0-42e8-82dc-c069227edb79>;  
<https://www.researchgate.net/publication/328761465> The Impact of Remittances on Food Security Status in the Global South
- 20 <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2020/04/22/world-bank-predicts-sharpest-decline-of-remittances-in-recent-history>
- 21 <http://documents.worldbank.org/curated/en/590531592231143435/pdf/Social-Protection-and-Jobs-Responses-to-COVID-19-A-Real-Time-Review-of-Country-Measures-June-12-2020.pdf>
- 22 <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620976/mb-dignity%20not%20destitution-an-economic-rescue-plan-for-all-090420-fr.pdf>
- 23 <http://www.fao.org/3/ca5162en/ca5162en.pdf>
- 24 [https://www.care.org/sites/default/files/global\\_rga\\_covid\\_rdm\\_3.31.20\\_final.pdf](https://www.care.org/sites/default/files/global_rga_covid_rdm_3.31.20_final.pdf)
- 25 En moyenne, les femmes assurent 40 % de la production alimentaire dans les pays tels que l'Éthiopie et le Nigeria – <https://www.worldbank.org/en/programs/africa-myths-and-facts/publication/women-agriculture-and-work-in-africa>
- 26 <https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/wp-content/uploads/2019/04/report/s-2019-280/Annual-report-2018.pdf>
- 27 <http://www.fao.org/3/i2050f/i2050f01.pdf>
- 28 <https://www.oxfam.org/en/press-releases/close-half-women-are-feeling-more-anxious-depressed-isolated-overworked-or-ill>
- 29 <https://pubmed.ncbi.nlm.nih.gov/24984990/>
- 30 Voir par exemple : <https://www.rfa.org/english/news/myanmar/melons-rot-05142020185209.html> et <https://www.rferl.org/a/romanian-migrants-get-covid-19-as-pandemic-exposes-bad-conditions-for-east-european-workers/30643195.html>
- 31 <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/covid-19-50-millions-de-personnes-menacées-par-la-faim-en-afrique-de-louest>
- 32 [https://landportal.org/blog-post/2020/06/addressing-land-and-policy-grabs-shadow-covid-19?utm\\_source=Land+Portal+Newsletter&utm\\_campaign=ce30409681-EMAIL\\_CAMPAIGN\\_2018\\_01\\_23\\_COPY\\_01&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_8b8de3bf56-ce30409681-346401765](https://landportal.org/blog-post/2020/06/addressing-land-and-policy-grabs-shadow-covid-19?utm_source=Land+Portal+Newsletter&utm_campaign=ce30409681-EMAIL_CAMPAIGN_2018_01_23_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8b8de3bf56-ce30409681-346401765)
- 33 <https://www.farmlandgrab.org/post/view/29498-uganda-35-000-left-homeless-as-private-firms-share-kiryandongo-land>
- 34 <http://www.fao.org/worldfoodsituation/foodpricesindex/fr/>
- 35 <http://www.fao.org/gIEWS/food-prices/home/fr/> et <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-congo-food-price/profiteers-pounce-as-covid-19-threatens-congo-food-supply-idUSKBN22G16D>
- 36 <https://www.ers.usda.gov/data-products/food-price-outlook/>
- 37 [https://thefern.org/ag\\_insider/as-coronavirus-drives-down-commodity-prices-farm-groups-ask-for-aid/](https://thefern.org/ag_insider/as-coronavirus-drives-down-commodity-prices-farm-groups-ask-for-aid/)
- 38 Études menées de mai à juin 2020 par l'intermédiaire d'organisations partenaires dans les pays suivant le programme SD=HS (Sowing Diversity = Harvesting Security). Pour plus d'informations, contactez l'équipe SD=HS d'Oxfam à l'adresse [sdhsprogram@oxfamnovib.nl](mailto:sdhsprogram@oxfamnovib.nl).
- 39 <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620983/bp-conflict-coronavirus-global-ceasefire-120520-fr.pdf>
- 40 <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary>, dernière visite le 3 juillet 2020.
- 41 <https://fts.unocha.org/appeals/952/summary>, dernière visite le 3 juillet 2020.
- 42 D'après le Bureau OCHA, le Yémen n'a reçu que 17 % des fonds convenus à ce jour. <https://fts.unocha.org/countries/248/summary/2020>
- 43 Chiffres du Bureau OCHA, 2020. <https://fts.unocha.org/appeals/929/summary>
- 44 <https://oi-files-d8-prod.s3.eu-west-2.amazonaws.com/s3fs-public/2020-06/Oxfam%20Global%20COVID%20Response%20Report%20-%20Full.pdf>
- 45 <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/11/12/124010/pdf>
- 46 [https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sq\\_policy\\_brief\\_on\\_covid\\_impact\\_on\\_food\\_security.pdf](https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/sq_policy_brief_on_covid_impact_on_food_security.pdf)
- 47 Huit pays ont atteint l'objectif fixé dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (consacrer 10 % du budget du gouvernement au secteur agricole). Voir : <http://ebrary.ifpri.org/utils/getfile/collection/p15738coll2/id/133463/filename/133672.pdf>

- 48 <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620877/bn-workers-rights-supermarket-supply-chains-101019-fr.pdf>
- 49 <https://www.ipcc.ch/srccl/chapter/chapter-5/>
- 50 Dans les zones dévastées par les criquets, plus de six millions de personnes souffrent de la faim à un niveau critique. <http://www.fao.org/ethiopia/news/detail-events/en/c/1270924/>
- 51 [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/desert\\_locust\\_impact\\_assessment\\_report\\_for\\_ethiopia.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/assessments/desert_locust_impact_assessment_report_for_ethiopia.pdf)
- 52 [http://www.fao.org/fileadmin/user\\_upload/emergencies/docs/Desert%20Locust%20Crisis%20-%20Appeal%20for%20rapid%20response%20and%20anticipatory%20action%20in%20the%20Greater%20Horn%20of%20Africa%20January%20-%20December%202020%20.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/emergencies/docs/Desert%20Locust%20Crisis%20-%20Appeal%20for%20rapid%20response%20and%20anticipatory%20action%20in%20the%20Greater%20Horn%20of%20Africa%20January%20-%20December%202020%20.pdf)
- 53 <https://www.oxfam.org/fr/communiqués-presse/les-milliardaires-du-monde-se-partagent-plus-de-richesses-que-46-milliards-de>
- 54 <https://www.weforum.org/agenda/2020/05/pandemics-poor-rich-economics-coronavirus-covid19/>
- 55 Les 20 % les plus pauvres consomment en moyenne 1 217 calories par jour. Les 20 % les plus riches en consomment presque trois fois plus, avec en moyenne 3 294 calories par jour. <https://books.google.co.ke/books?id=WZjFDwAAQBAJ&pg=PA16&lpg=PA16&dq=calories+per+quintile+malawi&source=bl&ots=AopYix79XB&sig=ACfU3U1xMr7FiL9SQi8vMEDyuE6adQoyRw&hl=en&sa=X&ved=2ahUKEwihybDi1IrgAhXDDOwKHUjtBxUQ6AEwAAnoECAgQAQ#v=onepage&q=calories%20per%20quintile%20malawi&f=false>
- 56 <https://www.ft.com/content/cdd62792-0e85-11e9-acdc-4d9976f1533b>
- 57 <https://www.fantaproject.org/sites/default/files/resources/PROFILES-brief-stunting-learning-Feb2016.pdf>
- 58 <https://www.oxfamamerica.org/explore/issues/food-farming-and-hunger/behind-the-barcodes/>
- 59 PAM, [Factsheet](#) Hunger and Conflict – Juin 2019.
- 60 <http://www.fao.org/3/I9553FR/i9553fr.pdf>
- 61 La République centrafricaine se classe 117 (sur 117) sur l'Indice de la faim dans le monde (2019). <https://www.globalhungerindex.org/pdf/fr/2019/synthese.pdf>
- 62 Projection de l'IPC de mai à septembre 2020.
- 63 Données datées du 30 avril 2020. Source : Commission Mouvement de Populations.
- 64 SMIAR – [Système mondial d'information et d'alerte rapide](#).
- 65 OCHA – [Yemen Humanitarian Response Plan 2020](#).
- 66 UN YHNO 2019 – décembre 2018 ; et OCHA, [Yemen Humanitarian Response Plan 2020](#).
- 67 FAO <http://www.fao.org/3/ca7557en/ca7557en.pdf>
- 68 <https://news.un.org/en/story/2020/03/1058591>
- 69 Source : [Université Johns Hopkins](#) – 17 juin 2020.
- 70 OCHA [Yemen Humanitarian Response Plan \(Extension\) June–Dec 2020](#), p. 5.
- 71 [Oxfam Remittance Report](#), publié le 1er juin 2020.
- 72 <http://www.fao.org/news/story/fr/item/381569/icode/>
- 73 FAO, [Monthly market monitoring bulletin #56](#) (mars 2020), p. 1.
- 74 Source : OCHA, [May Update](#), p. 4.
- 75 <https://www.nytimes.com/2020/03/27/world/middleeast/yemen-health-care-aid-coronavirus.html>
- 76 <https://www.middleeastmonitor.com/20200603-donors-promise-yemen-1-35-billion-falling-short-of-un-target-to-save-aid-operations/>
- 77 [Rapport 2018 sur l'état de la sécurité alimentaire](#), rédigé par la FAO.
- 78 En juin 2020, <http://www.food-security.net/topic/food-and-nutrition-crisis-2020/>
- 79 OCHA, <https://www.unocha.org/sahel>
- 80 OCHA, [Humanitarian Overview](#), février 2020.
- 81 <https://www.climatelinks.org/resources/climate-change-risk-profile-west-africa-sahel#:~:text=The%20West%20Africa%20Sahel%20is,the%20rest%20of%20the%20world>

- <sup>82</sup> Impact de la crise du COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest, 20 mai, Newsletter, p. 4.
- <sup>83</sup> D'après OCHA. <https://www.unocha.org/sahel>
- <sup>84</sup> Source : Analyses of the Harmonized Framework / *Cadre Harmonisé*, mars 2020.
- <sup>85</sup> Global Report on Food Crises, p. 47. <http://www.fightfoodcrises.net/food-crises-and-covid-19/en/>
- <sup>86</sup> Global Report on Food Crises, p. 47. <http://www.fightfoodcrises.net/food-crises-and-covid-19/en/>
- <sup>87</sup> Draft Venezuela HNO/HRP 2020, p. 12. WFP needs assessment: <https://reliefweb.int/report/venezuela-bolivarian-republic/wfp-venezuela-evaluaci-n-de-seguridad-alimentaria-principales>
- <sup>88</sup> Covid-19: Mapping the impact of March 2020 fuel crisis on agricultural production, distribution and food security. Venezuela Analysis Team, p. 4.
- <sup>89</sup> UNHCR, février 2020. <https://www.unhcr.org/news/briefing/2020/2/5e3930db4/unhcr-welcomes-colombias-decision-regularize-stay-venezuelans-country.html>
- <sup>90</sup> [https://assets.website-files.com/5caccaedb32e39d3c7d6819e/5ece7d886b16496aaa1888c5\\_OVM-Reporte-Covid19-Mayo.pdf](https://assets.website-files.com/5caccaedb32e39d3c7d6819e/5ece7d886b16496aaa1888c5_OVM-Reporte-Covid19-Mayo.pdf), p. 4.
- <sup>91</sup> Orozco, M. et Klaas, K. (2020), Money transfer to Venezuela. Remittance Flows Amidst Evolving Foreign Exchange, Migration, Remittances and Development Program at the Inter-American Dialogue. [https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2020/05/Report-Money-Transfers-to-Venezuela\\_May-2020-2.pdf](https://www.thedialogue.org/wp-content/uploads/2020/05/Report-Money-Transfers-to-Venezuela_May-2020-2.pdf), p. 9.
- <sup>92</sup> Venezuela: COVID-19, Flash Update 4, OCHA. 22 mai 2020. <https://reliefweb.int/report/venezuela-bolivarian-republic/venezuela-covid-19-flash-update-n-4-22-may-2020>
- <sup>93</sup> Déclaration publique signée par diverses organisations autochtones. <https://www.derechos.org/ve/actualidad/comunicado-del-pueblo-indigena-warao-instituciones-y-organizaciones-ante-la-situacion-actual-por-el-covid-19>.
- <sup>94</sup> [https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ven\\_covid-19\\_plan\\_intersectorial\\_2a\\_edicion\\_04102020.pdf](https://www.humanitarianresponse.info/sites/www.humanitarianresponse.info/files/documents/files/ven_covid-19_plan_intersectorial_2a_edicion_04102020.pdf)
- <sup>95</sup> <https://www.amnesty.org/es/latest/news/2018/03/venezuela-unattended-health-rights-crisis-is-forcing-thousands-to-flee/>
- <sup>96</sup> <http://www.fao.org/3/a-i4030f.pdf>
- <sup>97</sup> <http://www.fao.org/members-gateway/news/detail/fr/c/1151732/>
- <sup>98</sup> <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/25882-extrema-pobreza-atinge-13-5-milhoes-de-pessoas-e-chega-ao-maior-nivel-em-7-anos>
- <sup>99</sup> <https://www.ibge.gov.br/explica/desemprego.php>
- <sup>100</sup> <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/26913-desemprego-cai-em-16-estados-em-2019-mas-20-tem-informalidade-recorde>
- <sup>101</sup> <https://www.bcb.gov.br/app/pese/>
- <sup>102</sup> <https://www.bcb.gov.br/app/pese/>
- <sup>103</sup> <http://rendabasica.com.br/os-problemas-de-implementacao-da-renda-basica-emergencial/>
- <sup>104</sup> <https://economia.uol.com.br/colunas/carla-araujo/2020/06/29/auxilio-emergencial-bolsonaro-anuncia-prorrogaao-do-beneficio.htm>
- <sup>105</sup> [https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106772/download/?\\_ga=2.64413354.423889862.1593892423-1517390316.1593892423](https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000106772/download/?_ga=2.64413354.423889862.1593892423-1517390316.1593892423)
- <sup>106</sup> [https://www.business-standard.com/article/economy-policy/70-indians-live-in-rural-areas-census-111071500171\\_1.html](https://www.business-standard.com/article/economy-policy/70-indians-live-in-rural-areas-census-111071500171_1.html)
- <sup>107</sup> <https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-52360757>
- <sup>108</sup> <https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-52672764>
- <sup>109</sup> <https://finance.yahoo.com/news/india-coronavirus-lockdown-left-forest-050626543.html>
- <sup>110</sup> <https://timesofindia.indiatimes.com/india/nearly-half-of-rural-households-eating-fewer-items-less-number-of-times-to-overcome-covid-crisis-survey/articleshow/75703178.cms>
- <sup>111</sup> <https://www.cnbc.com/2020/03/26/coronavirus-india-needs-a-support-package-larger-than-20-billion-dollars.html>
- <sup>112</sup> <https://www.indiaspend.com/malnutrition-could-cost-childrens-health-lives-for-years-after-covid-crisis-experts-warn/>

- <sup>113</sup> D'après un échange avec le South African Vulnerability Assessment Committee
- <sup>114</sup> <https://africacheck.org/reports/south-african-women-earn-27-less-men/>
- <sup>115</sup> <https://www.news24.com/news24/southafrica/news/lockdown-one-in-three-adults-in-sa-goes-to-bed-hungry-according-to-latest-research-20200520>
- <sup>116</sup> <https://www.dailymaverick.co.za/article/2020-04-21-the-impact-of-the-lockdown-on-food-prices/#gsc.tab=0> / <https://mg.co.za/coronavirus-essentials/2020-03-31-retailers-and-employers-nailed-in-covid-19-crackdown/>
- <sup>117</sup> <https://www.plaas.org.za/food-in-the-time-of-the-coronavirus-why-we-should-be-very-very-scared/>
- <sup>118</sup> <https://www.corruptionwatch.org.za/government-to-tackle-food-parcel-corruption/> et <https://www.iol.co.za/the-star/opinion-analysis/food-parcel-corruption-claims-must-be-probed-46928380>
- <sup>119</sup> Oxfam, Conflits en période de coronavirus, mai 2020. <https://www.oxfam.org/fr/publications/conflits-en-periode-de-coronavirus>
- <sup>120</sup> [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM\\_Approved\\_Microsite\\_FINAL.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2019/08/4.-SPM_Approved_Microsite_FINAL.pdf)

# OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 20 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter [www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))

Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))

Oxfam Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))

Oxfam Brésil ([www.oxfam.org.br](http://www.oxfam.org.br))

Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))

Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))

Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))

Oxfam GB ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))

Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))

Oxfam IBIS (Danemark)

([www.oxfamibis.dk](http://www.oxfamibis.dk))

Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Intermón (Espagne)

([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))

Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))

Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))

Oxfam Mexique ([www.oxfamexico.org](http://www.oxfamexico.org))

Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))

Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))

Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Oxfam Afrique du Sud ([www.oxfam.org.za](http://www.oxfam.org.za))

KEDV ([www.kedv.org.tr/](http://www.kedv.org.tr/))

